 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération du Pays Basque
SIRET/SIREN
20006710600019 / 200067106
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
15 avenue Maréchal Foch 64 100 BAYONNE Tél : 05 59 44 72 72 contact@communaute-paysbasque.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jean-René ETCHEGARAY – Président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Juliette LEPINE – Chef de projet planification
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
15 avenue Maréchal Foch 64 100 BAYONNE

Tél : 06 22 58 56 04 j.lepine@communaute-paysbasque.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
Plan Local d'Urbanisme (PLU) Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme (PLU) Cambo-Les-Bains
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 2 février 2019 https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Cambo-Les-Bains
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Le document graphique localisant le secteur concerné par la mise en compatibilité se trouve en annexe 2 du formulaire

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Nouvelle aquitaine – approuvé le 27 mars 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de l'agglomération de Bayonne et du Sud des Landes – approuvé le 6 février 2014
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE Adour Aval – approuvé le 8 mars 2022 Plan Local de L'Habitat Pays Basque – approuvé le 2 octobre 2021 PPR Inondation Cambo (par crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau) approuvé le 09/03/2022 Plan Climat Air Energie Territorial Pays Basque approuvé le 19 juin 2021 Plan des Mobilités Pays Basque approuvé le 3 mars 2022

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
23 janvier 2018
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
/
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
/
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
<p>Suite à l'avis de la MRAe, différentes pièces du PLU ont été modifiées. Les principales modifications sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : Ajout des dates d'inventaires écologiques, modification des indicateurs, ajout de données sur l'assainissement des eaux usées, sur la défense incendie, ajout de justification quant aux zones économiques nouvelles, consolidation de l'analyse des incidences environnementales, - Zonage : réduction des zones U sur plusieurs quartiers, suppression d'une zone UY en entrée de ville sur la RD10, - Règlement écrit : suppression des références au PPRi, précision réglementaire quant à la zone Nens. <p>L'avis de l'autorité environnementale et sa prise en compte n'ont aucune conséquence sur la procédure actuelle.</p>
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Décision de la MRAe de non-soumission à évaluation environnementale suite à examen au cas par cas : 4 décembre 2019
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<p>Modification simplifiée approuvée le 26 septembre 2020.</p> <p>Une modification de droit commun est actuellement en cours.</p>

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population en 2019 : 6 622

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	2 249 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	296,74	13,19%	296,74	13,19%
zones 1 AU	14,06	0,63%	14,06	0,63%
zones 2 AU	3,27	0,15%	3,27	0,15%
zones A	1 012,74	45,03%	1 012,74	45,03%
zones N	922,19	41%	922,19	41%
Total	2 249	100 %	2 249	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait page 7 du PADD : « Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain : La consommation effective de l'espace dans le PLU a été de l'ordre de 17 logements par hectare avec une proportion importante de production de logements collectifs (56% sur la période 2010/2014). Le fait de ne développer la commune que sur des espaces en assainissement collectif va renforcer une utilisation économe de l'espace. La commune se fixe un objectif de production moyenne de 15 à 20 logements à l'hectare, en particulier par un équilibre avec la réalisation d'opérations sur les zones AU qui permettent d'envisager une densité plus importante. L'utilisation de bâtiments existants est également un levier intéressant permettant à la fois la sauvegarde d'un patrimoine (notamment en zones agricoles ou naturelles) et une moindre consommation des terrains. La consommation des espaces naturels agricoles et forestiers a été établie sur la période 2009/2016 à 2ha23 par an. La commune envisage une consommation dédiée à la production de logements de l'ordre de 2ha/an (+/- 10%). Pour ce qui concerne l'activité économique, l'objectif est de limiter l'artificialisation à moins de 4000 m²/an. »

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire et de la poursuite de sa mission au plan social, la Communauté d'Agglomération Pays Basque souhaite apporter son soutien à un projet de construction de nouveaux bâtiments pour l'IME (institut médico-éducatif) – Francessenia, à Cambo Les Bains.

Les équipements et aménagements projetés se situent en zone Agricole du Plan Local d'Urbanisme actuellement opposable.

La zone A ne permet pas la réalisation du projet pour l'IME.

La déclaration de projet va ainsi permettre la mise en compatibilité du PLU et le classement des terrains concernés par le projet dans une zone adaptée du PLU (secteur Ame).

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Le projet de réhabilitation et d'adaptation de l'IME (institut médico éducatif) sur situe 02, chemin de Francesseña à Cambo les Bains. Le programme comportera 4 bâtiments d'environ 130m ² au sol chacun, dans la limite de 600m ² au total. La surface du secteur Ame créé représente 1ha39 comprenant le secteur dédié à l'extension : 5 400 m ² .
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies
Création d'un secteur Ame dans la zone A
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p>Le maître d'ouvrage de ce projet est le Comité d'Hygiène Sociale (CHS), association reconnue d'utilité Publique depuis 1930. L'association Comité d'Hygiène Social du centre Francessenia est un centre d'accueil pour personnes en situation de handicap qui est installée sur la commune de Cambo-les-Bains.</p> <p>Actuellement, l'Institut Médico-Educatif (IME), accueille 32 enfants, et un Service D'éducation Spéciale et de Soin à Domicile (SESSD), dont les locaux sont implantés sur le site.</p> <p>L'association dispose d'un projet de rénovation et de réhabilitation de ses locaux existants ainsi que d'une création de quatre nouveaux bâtiments dédiés à l'IME pour augmenter la capacité d'accueil du site à 40 enfants. Les bâtiments en projet sont des pavillons d'environ 130m² chacun.</p> <p>Le Comité d'Hygiène Sociale (CHS) a plusieurs projets sur ce site.</p> <p>➤ La réhabilitation de l'existant</p> <p>Dans un premier temps le projet vise à assurer les réhabilitations et mises aux normes nécessaires dues à la vétusté des locaux :</p> <p>La maison principale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de rénovation de la Couverture, remplacement des Menuiseries, Isolations,...) ▪ Mise aux normes de l'accessibilité de l'établissement avec l'installation d'un ascenseur desservant les deux étages et une circulation conforme à l'accueil des Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ▪ Répondre aux besoins d'accompagnement des enfants, adolescents et jeunes adultes accueillis au sein de l'IME ▪ Améliorer l'aspect fonctionnel et optimiser les espaces dédiés aux services généraux (Cuisine, Plonge, espace de stockage) dans une démarche d'amélioration de la Qualité de Vie au Travail (QVT) et de respect des règles d'hygiène et de Sécurité. <p>Permettre l'évolution de l'offre de service en cours et à venir</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser les locaux par groupe pour un accompagnement de Qualité et permettre une diversification de l'offre ▪ Installer un réseau informatique sécurisé aux normes RGPD permettant un partage des données et une utilisation du Dossier Unique Informatisé

- Installer un espace dédié aux prises en charges médicales, thérapeutiques et paramédicales, au travail avec les familles (entretien, guidance,...), à la formation et une salle d'accès aux soins spécifiques ouverts aux partenaires des secteurs sanitaires et médico-social et médico éducatif du territoire

Le préau existant sera quant à lui réhabilité pour permettre d'aménager Le Pole Activités Physique et Mieux être comprenant :

- Un espace Activités Physiques et Sportives
- Une Salle Sensoriel
- Un espace Balnéothérapie

A terme, le projet comprendra également l'aménagement d'un Jardin Sensoriel aux abords du Préau.

Le projet intègre l'ensemble de la bâtisse ainsi que le préau attenant. Il est essentiellement axé sur les travaux de réhabilitation de l'enveloppe (couverture, isolation, menuiseries,...), sur la mise à niveau des planchers de la partie centrale, ainsi que sur les mises aux normes accessibilité avec notamment l'installation d'un ascenseur.

➤ La création de bâtiments neufs

Dans un second temps le projet vise à assurer l'extension de l'accueil des jeunes jusqu'à 40 enfants, adolescents et adultes en situation de vulnérabilité.

Ce projet s'inscrit dans la perspective des appels à projets de l'Agence Régionale de Santé, qui nécessitent l'évolution de la structure.

Le programme développé comprend :

- Des ateliers éducatifs
- Des espaces dédiés à la restauration
- Des zones de détente
- Des sanitaires, des vestiaires
- Deux bureaux, une infirmerie et une salle de réunion
- Des zones d'hébergement

Le programme comportera 4 bâtiments d'environ 130m² au sol chacun, dans la limite de 600m² au total. Besoins en stationnement environ 4 à 5 places en plus de celles existantes.

Les équipements et aménagements projetés se situent en zone Agricole du Plan Local d'Urbanisme actuellement opposable.

La zone A ne permet pas la réalisation du projet pour l'IME.

La déclaration de projet va ainsi permettre la mise en compatibilité du PLU et le classement des terrains concernés par le projet dans une zone adaptée du PLU (secteur Ame).

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

/

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) SANS OBJET

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur SANS OBJET
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2 sites Natura 2000 au titre de la Directive « Habitat » : - La Nive – FR7200786 - L'Ardevy (cours d'eau) – FR7200787.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sites inscrits : - Route des Cimes (C.L.S.I 23/08/1974)

Annexe II

			<p>- Terrains de contrebas de l'avenue des terrasses et du Boulevard Grancher (C.L.S.I. 25/10/1932)</p> <p>Site classé : Propriété ancienne d'Edmond Rostand à Arnaga (C.L.S.C. 28/10/1942)</p>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPR Inondation Cambo (par crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau) approuvé le 09/03/2022
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Cambo-Les-Bains comporte 5 ICPE soumises à autorisation ou à enregistrement sur son territoire</p> <p>https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1&region=75&departement=64&commune=64160</p>
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La base de données BASOL (BRGM) ne mentionne aucun un site sur la commune de Cambo-Les-Bains
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Délibération du 21 juillet 2014 pour lancement de l'étude AVAP (anciennement) – <i>non aboutie à ce jour</i>
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune présente plusieurs sites protégés dont les périmètres de protection couvrent le cœur de ville et assurent donc la préservation du patrimoine en relation avec l'Architecte des Bâtiments de France.</p> <p>Villa Arnaga (M.H classé le. 02/03/1995) et (M.H inscrit le 24/03/2014)</p> <p>Eglise Saint-Laurent (M.H.inscrit le 09/03/2012).</p>

Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Des zones humides ont été inventoriées dans le cadre de l'évaluation environnementale du PLU : Prairies mésohygrophiles (CCB : 37.2)</p> <p>Prairie pâturée à Joncs (CCB : 37.24)</p> <p>Friches humides (CCB : 37.25)</p> <p>Aulnaies-frênaie (CCB : 44.3)</p> <p>Ces habitats représentent une surface totale d'environ 1,27 hectare au sein de l'aire d'étude de l'évaluation environnementale.</p> <p>En revanche, pas de zone humide identifiée par le SDAGE ou les SAGE sur le secteur Ame.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Réservoirs de biodiversité liés aux milieux aquatiques et humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Nive et sa ripisylve ; - Vallon du Latxea et Bois de Faldaracon. <p>Réservoirs de biodiversité des milieux ouverts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Landes de l'Harrixuri ; - Parc de la Colline de la Bergerie ; - Landes d'Hasparren ; - Landes de Paska Leku. <p>Réservoir de biodiversité des milieux forestiers : Landes et forêts de la Montagne des Dames</p> <p>Réservoir de biodiversité « Montagne basque » : Massif Ursuya</p> <p>Réservoirs de biodiversité « Mosaïque paysagère » : Cours d'eau, boisements, landes et milieux ouverts rive droite Nive Itxassou</p> <p>Trois types de corridors sont présents sur Cambo-les-Bains, notamment identifiés par le SCOT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forestiers ; - Aquatiques et humides ; - Milieux ouverts (landes).
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>3 ZNIEFF de type 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Landes du Mont Ursuya - Réseau hydrographique des Nives - Réseau hydrographique et vallée de l'Arday
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>1 Espace Naturel Sensible (ENS) : Colline de la Bergerie</p>

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	577ha08 d'EBC dans le PLU en vigueur
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	44ha74 d'éléments de paysage au titre de l'article L.151-19 du CU, dans le PLU en vigueur
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site se situe en dehors du risque inondation lié à la zone inondable (atlas) et au PPRi
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur Ame est situé à environ 17 mètres du site Natura 2000 de la Nive
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur Ame est situé à environ 17 mètres d'un réservoir de biodiversité de la trame bleue (réseau hydrographique de la Nive)
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur Ame est situé à environ 17 mètres d'une ZNIEFF de type 2 « RESEAU HYDROGRAPHIQUE DES NIVES »
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur Ame inclus une partie d'un boisement faisant l'objet d'une trame EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
/			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Octobre 2022

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
CDPENAF
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
/
- autre, préciser les modalités
/


8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
/		

9. Engagement et signature
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus
 (personne publique responsable)

Annexe II

Fait à	Bayonne	le,	
Nom	CARRERE	Prénom	Bruno
Qualité	Vice-Président Planification urbaine (CAPB)		

Signature

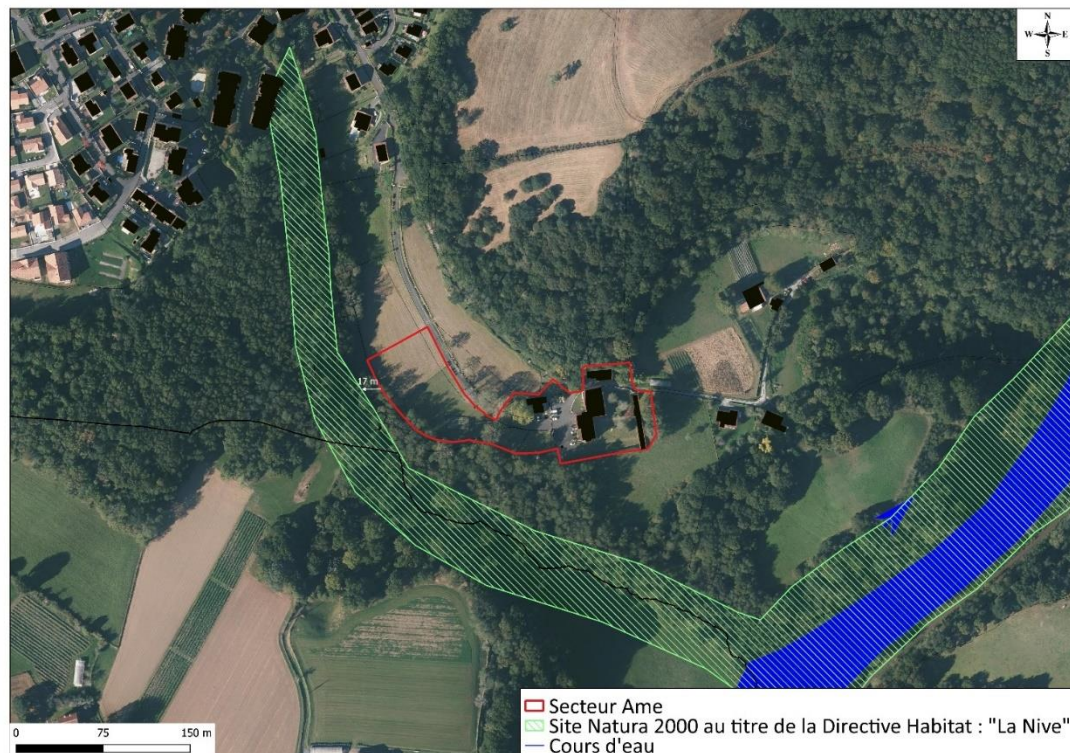


Signé électroniquement par : Bruno CARRERE
Date de signature : 25/10/2022
Qualité : Vice-président Stratégie d'aménagement durable du territoire - Planification urbaine, patrimoniale et publicitaire

Annexe 3 – Auto-évaluation




1. Analyse de la susceptibilité d'affecter un site Natura 2000

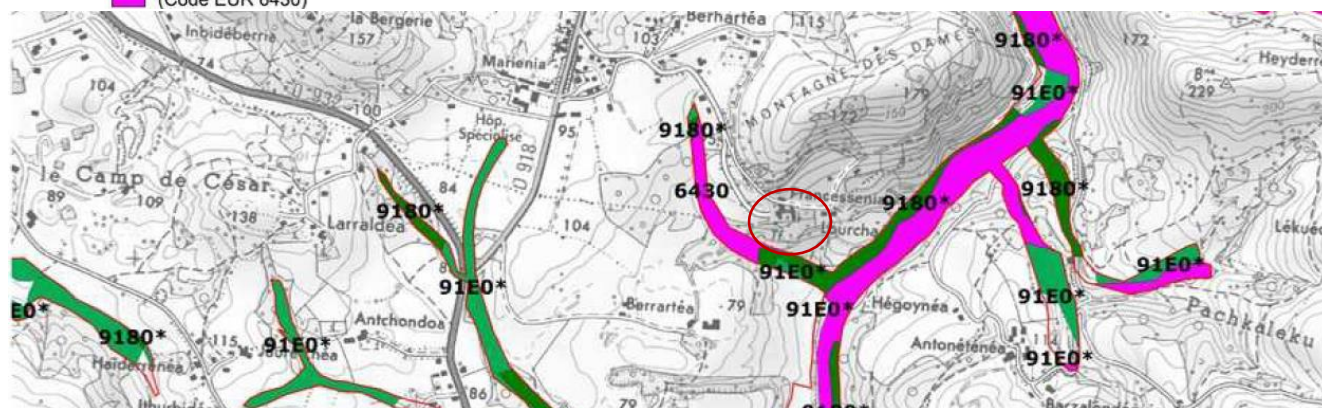
Le secteur Ame se situe à proximité du **site Natura 2000 de la Nive (FR7200786) – Directive Habitat**.



Site Natura 2000 de la Nive (FR7200786) et secteur Ame

Selon l'atlas des habitats d'intérêt communautaire du DOCOB validé en 2012, la **zone Natura 2000 à proximité du secteur Ame (entouré en rouge ci-dessous) abrite des Habitats naturels d'intérêt communautaire dont deux prioritaires (9180* et 91E0*)** :

-  Forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion (Code EUR 9180*)
-  Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, *Salicion albae*) (Code EUR 91E0*) ou Ripisylves à potentialité de restauration de l'habitat 91E0*
-  Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (Code EUR 6430)



Extrait de l'atlas des habitats d'intérêt communautaire du DOCOB de la Nive – Dalle n°17

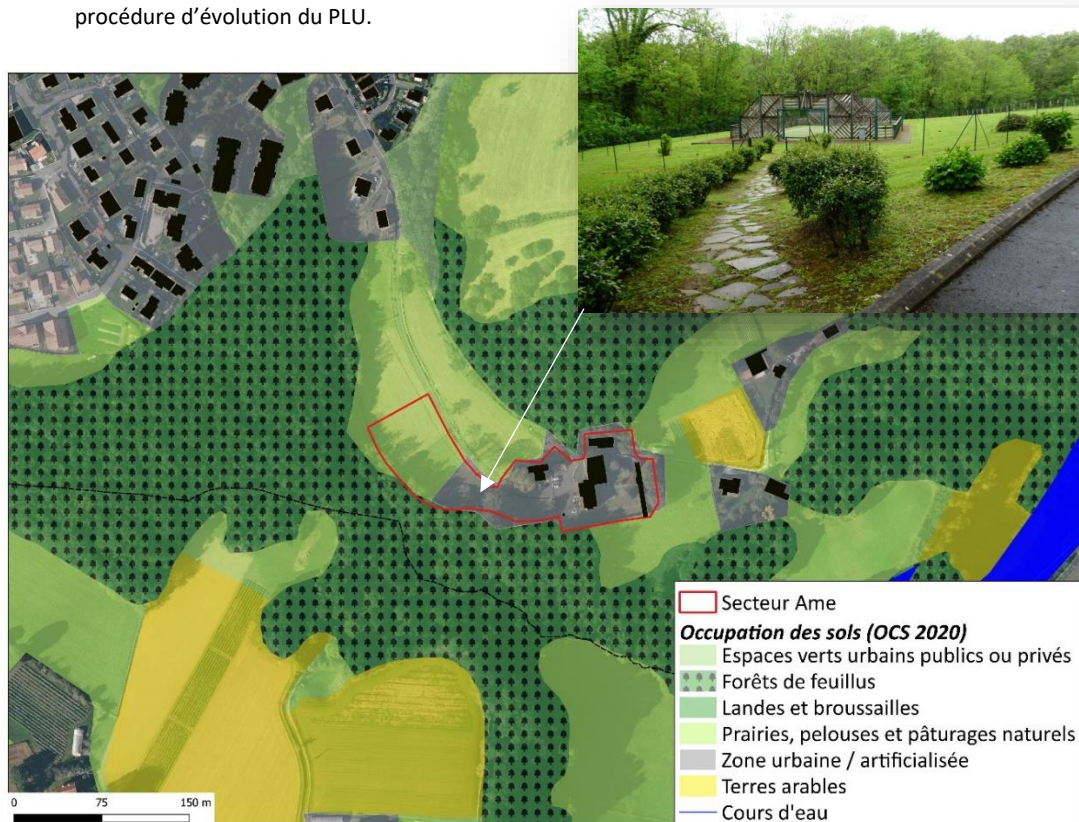
La procédure entraîne-t-elle un impact significatif ...	Oui	Non	Précision
<u>Direct</u> sur le site Natura 2000 « La Nive »	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur Ame se situe en dehors du périmètre du site Natura 2000 de « La Nive ». Ainsi, le secteur Ame ne crée aucun impact direct sur les habitats naturels d'intérêt communautaire cartographiés, page précédente. De plus, selon les données bibliographiques disponibles, aucun habitat naturel d'intérêt communautaire ou espèce d'intérêt communautaire n'est présent sur le secteur Ame.
<u>Indirect</u> sur le site Natura 2000 « La Nive »	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les incidences indirectes du projet (risque de pollution des eaux) sont limitées par le raccordement du site au réseau collectif d'assainissement des eaux usées et par une gestion adaptée des eaux pluviales.
<u>Conclusion</u>	Absence d'incidence significative sur Natura 2000.		

2. Analyse des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

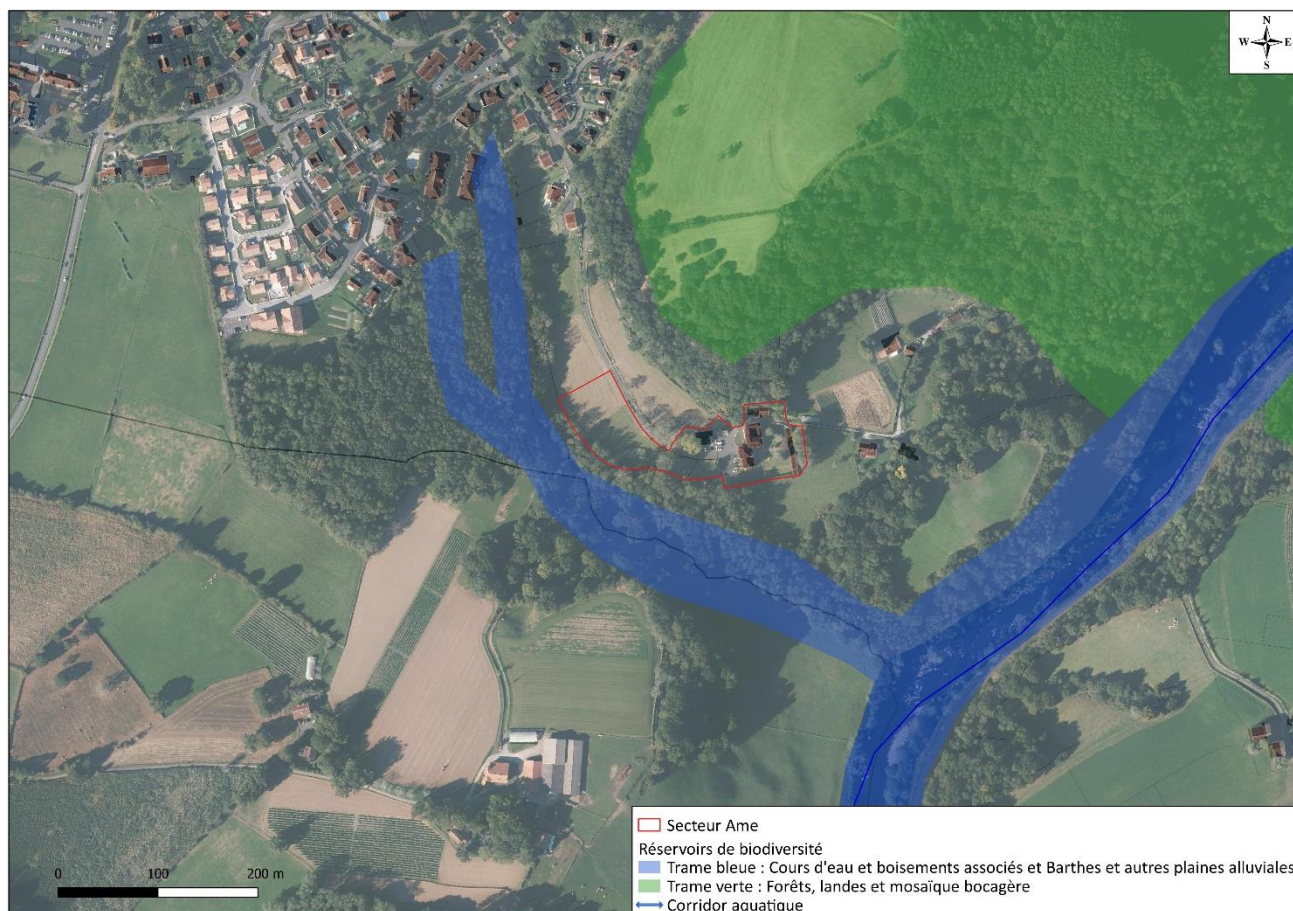
Le secteur Ame se trouve dans une zone à dominante globalement agricole, dans la continuité d'un secteur bâti.

En termes d'occupation des sols, le secteur est occupé par :

- **Environ 60% de surfaces artificialisées** : présence des bâtiments du Domaine Francessenia et d'une zone d'activités de plein air ;
- **Environ 40% de surfaces naturelles / agricoles** :
 - o Des prairies qui ne sont pas exploitées et entretenues par l'IME ;
 - o Un boisement concerné par une trame d'Espaces Boisés Classés (EBC) maintenue dans le cadre de la présente procédure d'évolution du PLU.



Occupation des sols et secteur Ame



Trame verte et bleue et secteur Ame

La procédure entraine-t-elle un impact ...	Oui	Non	Précision
Direct sur les milieux naturels et la biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Via la création de bâtiments neufs (4 bâtiments d'environ 130 m², dans la limite de 600 m² au total), le projet va entrainer des impacts directs (destruction) d'habitats naturels sur la zone d'extension. Cet impact concerne une prairie dont le cortège floristique faunistique est commun à ce secteur du Pays basque. Les données bibliographiques (OBV, FAUNA, Faune Aquitaine) n'indiquent pas la présence d'espèces protégées sur ce secteur.</p> <p>La protection du boisement est assurée via le maintien de la trame EBC.</p> <p>Le projet s'accompagne d'une réhabilitation des bâtiments existants permettant de réduire les besoins de création de bâtiments neufs et ainsi limiter les impacts sur les milieux naturels.</p> <p>Le projet ne crée pas d'impact sur les fonctionnalités écologiques (pas de coupure aux corridors écologiques ou d'impact sur un réservoir de biodiversité).</p>
Indirect sur les milieux naturels et la biodiversité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les incidences indirectes du projet (risque de pollution des eaux) sont limitées par le raccordement du site au réseau collectif d'assainissement des eaux usées et par une gestion adaptée des eaux pluviales.</p>
Conclusion	Absence d'incidence significative sur les milieux naturels et la biodiversité.		

3. Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

La procédure entraîne-t-elle ...	Oui	Non	Précision
La consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Surface d'espaces agricoles consommée : 5220 m ²
	La procédure en cours respecte-t-elle les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain énoncés dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD- art. L. 151-5 du code de l'urbanisme) du PLU ?		La présente procédure ne peut être mise en corrélation avec les objectifs chiffrés du PADD qui concernent la consommation d'espaces pour la création de logements.
	Quelle est l'évolution de la consommation de l'espace par rapport aux tendances passées, notamment par rapport à la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 années précédant l'approbation du document ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme (cf. article L. 151-5 du code de l'urbanisme) ?		Pour information, la consommation NAF du présent projet représente 2,5% de la consommation NAF estimée sur les 10 ans du PLU approuvé en février 2019.

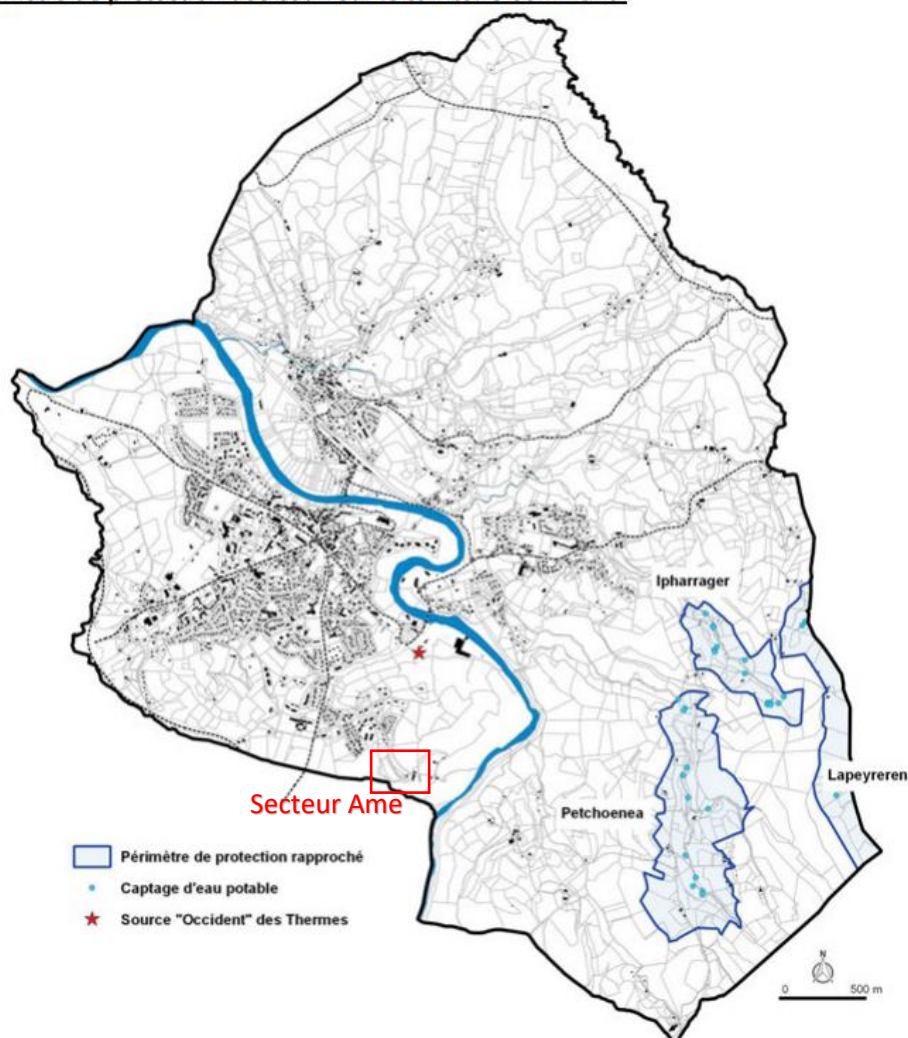
4. Analyse des incidences sur une zone humide

Selon les données bibliographiques (SDAGE, SAGE, réseau partenarial sur les zones humides, PLU en vigueur...), aucune zone humide n'est présente sur le secteur Ame. Ainsi, toujours selon ces données, la création du secteur Ame ne crée aucune incidence sur une zone humide.

5. Analyse des incidences sur l'eau potable

La procédure entraîne-t-elle un impact ...	Oui	Non	Précision
Direct sur un périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur Ame en dehors de tout périmètre de protection de captage AEP.
Indirect sur un périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur Ame en dehors de la zone d'influence des captages AEP.

Périmètre de protection des eaux sur le territoire communal



Périmètres de protection de captages AEP et secteur Ame

Comment la commune concernée par le document d'urbanisme elle-même alimentée en eau potable (système d'alimentation communal ou intercommunal) ?

L'eau distribuée sur la commune a plusieurs origines :

- Les sources d'Ursuya ;
- Les sources du Laxia ;
- Les eaux issues du forage Errepira situé à Larressore ;
- Les eaux issues du forage de Louhossoa.

Site de Production	Situation	Capacité de production (m³/j) autorisé par arrêté préfectoral	Débit contractualisé
Forage Errepira	Larressore	6 000 m³/j	
Sources de la vallée de Petchoeneia	Cambo les Bains	1500 m³/j pour les sources 700 m³/j pour les deux forages	
« Sources Ursuya »			
Sources de la vallée de Lapeyreren	Cambo les Bains	2 700 m³/j pour l'ensemble des sources	
« Sources Ursuya »	Macaye Hasparren		
Sources de la vallée d'Ipharrager	Cambo les Bains	600 m³/j pour les sources 300 m³/j pour le forage	500 000 m³/an 1510 m³/j en pointe
« Sources Ursuya »			
Sources de la Vallée d'Arquette	Hasparren	700 m³/j	
Sources du Laxia	Ibassou	8 500 m³/j	
Forages Louhossoa	Louhossoa	-	5 000 m³/an 50 m³/j

Le système d'alimentation est-il en mesure de faire face à l'augmentation de la demande en eau potable sur le secteur lié à l'augmentation de la population ou à ces nouvelles activités ?

La consommation annuelle de la commune est de 489 721 m³, soit une consommation moyenne de 1342 m³/j.

Le bilan ressource / besoins en 2017 est très excédentaire et démontre que le système d'alimentation est en mesure de faire face à l'augmentation de la demande en eau potable lié à la création du secteur Ame.

Bilan des volumes disponibles et consommés sur Cambo les bains

	Point de Livraison	Rappel du débit contractualisé/ autorisé		Débit consommé en 2017	
		En m³/an	En m³/j (pointe)	Débit moyen (m³/an)	Débit de pointe (m³/j)
Sources URSUYA/LAXIA	Surpresseur de Durruty	500 000	1510	280 630	1 153
Forage ERREPIRA	Larressore	2 190 000	6 000	1 026 832	4 810
Forages Louhossoa	Louhossoa	5000	50	1999	24

Le bilan est toutefois à minimiser. Les volumes produits au forage Errepira sont distribués vers les communes de Larressore, Jatxou, Halsou, Cambo les Bains et Ustaritz. Il est difficile d'isoler la quote-part disponible pour la commune car son alimentation est insérée dans un schéma global de distribution d'eau. Ainsi, le volume des ressources disponibles pour alimenter Cambo les Bains, est surestimé. Le débit de prélèvement autorisé des sources Ursuya /Laxia au supprimeur Durruty représente parfaitement les volumes distribués sur la commune de Cambo les Bains.

La qualité de l'eau distribuée est-elle conforme aux normes de potabilité ?

Résultats des dernières analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine à Cambo Les Bains sur l'année 2022 :

- Analyses du 14/02/2022, du 05/04/2022, du 18/05/2022, du 29/06/2022, du 22/09/2022 : eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés ;
- Analyse du 18/08/2022 : eau d'alimentation conforme aux limites de qualité et non conforme aux références de qualité. Conductivité inférieure à la valeur minimale de référence. Eau peu minéralisée, favorisant la dégradation des installations (canalisations ...) et pouvant induire la dissolution d'éléments indésirables (plomb, cuivre, nickel ...).

6. Analyse des incidences sur la gestion des eaux pluviales

	Oui	Non	Précision
Existe-t-il un zonage d'assainissement des eaux pluviales ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le zonage des eaux pluviales a été approuvé le 24 septembre 2022. Le secteur Ame est concerné par la mise en place de mesures préventives. Notamment, en zone A, un coefficient de pleine terre de 95% sur l'emprise foncière concernée est imposé.</p> <p>L'emprise foncière concernée par la procédure est plus vaste que l'emprise du secteur Ame. Ainsi, à l'échelle du secteur Ame, la superficie des espaces libres non imperméabilisé doit représenter au moins 70 % de la superficie de l'unité foncière (Cf. Article A13 du règlement écrit).</p>
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur le territoire communal ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Mise en place de mesures curatives et préventives (cf. zonage des eaux pluviales)

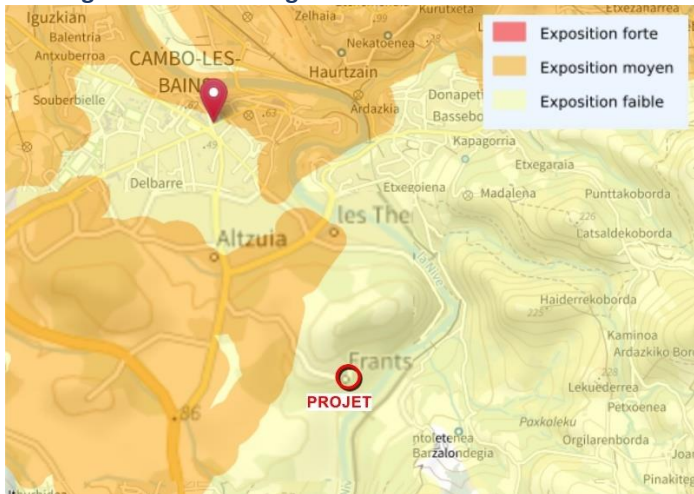
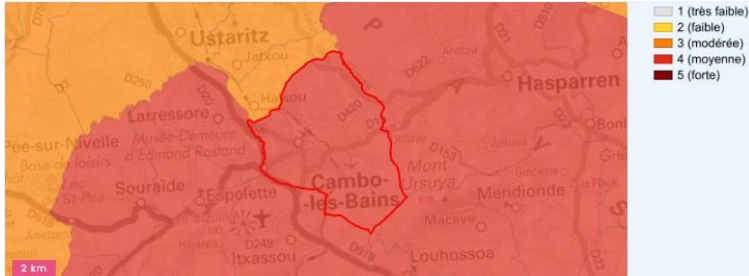
7. Analyse des incidences sur l'assainissement

Comment les eaux usées de la commune ou des communes concernées par le document d'urbanisme sont traitées (station d'épuration, etc.) ? Le système de traitement est-il communal ou intercommunal ?	<p>Le territoire communal possède une station d'épuration qui dessert principalement le territoire de Cambo (Bourg, Bas Cambo, Basseboure). Au niveau de la zone d'activité d'Errobi à Itxasu, quelques raccordements sont à noter sur la station de Cambo.</p> <p>Le reste du territoire communal est géré en autonome.</p> <p>L'IME concerné par le secteur Ame est raccordé au réseau collectif d'assainissement. La révision du zonage d'assainissement de Cambo les Bains a été approuvée le 24 septembre 2022. Le plan de zonage inclus le secteur Ame dans le zonage collectif.</p>
Est-il en mesure de faire face à l'augmentation des quantités d'eaux usées produites sur le territoire lié à cette augmentation de la population ou à ces nouvelles activités (étayer l'argumentaire de données chiffrées) ?	<p>La STEP de Cambo Les Bains présente une capacité nominale de 12 500 EH. Selon le portail de l'assainissement collectif, la charge maximale en entrée est actuellement de 10 323 EH.</p> <p>Au maximum, le projet prévoit 27 résidents + restauration (repas livrés pas de confection sur site). Compte tenu de la présence des personnels accompagnants on peut considérer une trentaine de personnes soit 30équivalents/habitants.</p> <p>Au regard de la capacité résiduelle de la station d'épuration, le système de traitement est en mesure de faire face à l'augmentation des quantités d'eau usées produites en lien avec le secteur Ame.</p> <p>A noter que la station d'épuration est conforme.</p>

8. Analyse des incidences sur le paysage ou sur le patrimoine bâti

Entité paysagère identifiée sur ce secteur	Secteur inclus dans l'UP 11 de l'atlas des paysages des Pyrénées-Atlantiques : « Archipel urbain » comprenant les paysages du Labourd sous influence urbaine.
Quelles sont les incidences de la mise en compatibilité par rapport aux enjeux rattachés à cette entité paysagère ? Comment la procédure d'évolution du document d'urbanisme prend en compte ces enjeux ?	L'enjeu de l'unité paysagère 11 en lien avec le secteur Ame est « LA DISPARITION PROGRESSIVE DU MONDE AGRICOLE ». Toutefois, le secteur Ame, bien que classé « A » dans le PLU, ne présente pas un enjeu économique agricole fort (prairie non exploitée et présence d'équipements).

9. Analyse des incidences sur les risques et nuisances

	Oui	Non	Précision
La procédure concerne-t-elle des secteurs soumis à des risques ou aléas naturels (inondation, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le secteur Ame est situé dans une zone à faible exposition au risque « Retrait-gonflement des Argiles ».</p>  <p>Tout le territoire communal (et donc le secteur Ame) est situé en zone de sismicité moyenne.</p> 

La procédure concerne-t-elle des secteurs soumis à des nuisances connues (pollutions diverses, nuisances sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives, etc.) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur Ame n'est pas particulièrement concerné par des nuisances : secteur situé dans un contexte à dominante agricole, desservi par un axe routier peu fréquenté.
La procédure est-elle susceptible d'entraîner de telles nuisances ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La réhabilitation et l'extension de l'équipement médico-éducatif permises par la création d'un secteur Ame ne sont pas susceptibles d'entraîner de nuisances particulières.

10. Analyse des incidences sur l'air, l'énergie et le climat

	Oui	Non	Précision
Y a-t-il, sur le territoire du document d'urbanisme des enjeux spécifiques relevés par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le plan climat air énergie territorial (PCAET) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas d'enjeu spécifique au territoire communal ou secteur Ame.
Le territoire du document d'urbanisme est-il compris dans un territoire ayant fait l'objet d'un dépassement des valeurs limites réglementaires de la qualité de l'air récurrent et persistant ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Territoire non concerné.
La procédure a-t-elle une influence sur la forme urbaine, sur la dispersion ou la concentration des polluants atmosphériques ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Extension d'un équipement médico-éducatif au plus proche des bâtiments existants. Pas d'incidence sur la situation existante.
La procédure a-t-elle une influence sur l'implantation d'établissements sensibles (établissements de garde d'enfants, d'enseignement, de santé) aux abords d'une source de pollution (le long d'une infrastructure ou à proximité de zone d'activité émettrices de pollution, etc.) ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La procédure permet la réhabilitation et l'extension d'un Institut médico-éducatif (IME). Toutefois, celui-ci ne se situe pas aux abords d'une source de pollution.
La procédure a-t-elle une influence sur la mobilité ? A-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Extension d'un équipement médico-éducatif au plus proche des bâtiments existants. Pas d'influence notable sur la mobilité.

11. Conclusion

Les incidences sur l'environnement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Cambo-Les-Bains sont globalement non significatives, compte tenu notamment de la nature du site (déjà en grande partie artificialisé) et de sa faible superficie. La réalisation d'une évaluation environnementale ne semble donc pas nécessaire.